

« LA GUERRE PAR D'AUTRES MOYENS » : RÉFLEXIONS SUR LA
GUERRE DU VIÊT MINH DANS LE SUD-VIETNAM DE 1945 À 1951
Christopher E. Goscha

Presses Universitaires de France | « [Guerres mondiales et conflits contemporains](#) »

2002/2 n° 206 | pages 29 à 57

ISSN 0984-2292

ISBN 9782130527244

Article disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-
contemporains-2002-2-page-29.htm](http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2002-2-page-29.htm)

Pour citer cet article :

Christopher E. Goscha, « « La guerre par d'autres moyens » : réflexions sur la
guerre du Viêt Minh dans le Sud-Vietnam de 1945 à 1951 », *Guerres mondiales et
conflits contemporains* 2002/2 (n° 206), p. 29-57.
DOI 10.3917/gmcc.206.0029

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« LA GUERRE PAR D'AUTRES MOYENS » : RÉFLEXIONS SUR LA GUERRE DU VIỆT MINH DANS LE SUD-VIETNAM DE 1945 À 1951

Introduction

Au moment où nous nous approchons rapidement du 50^e anniversaire de la bataille de Điện Biên Phủ, son évocation nous fait naturellement penser aux batailles de l'Indochine septentrionale de 1950 à 1954, à l'aide chinoise apportée au Việt Minh et à la fin de l'épopée coloniale de la France en Indochine. Il est cependant étonnant de constater à quel point, presque cinquante ans après l'événement, nous ne connaissons encore que très mal le point de vue de l'adversaire vietnamien et la nature de la guerre dans d'autres zones du Vietnam. Bien sûr, Philippe Devillers, Bernard Fall et Yves Gras nous ont apporté des synthèses remarquables sur le Việt Minh, qui restent des études incontournables. Cependant, à la différence des travaux sur la guerre vietnamo-américaine ou même sur la guerre d'Algérie, l'état de nos connaissances sur la « République démocratique du Việt Nam » pendant la guerre franco-vietnamienne demeure remarquablement éparse.

Nous ne prétendons pas vouloir ou pouvoir fournir un portrait complet du Việt Minh dans cette réflexion. C'est évidemment impossible. Dans cet article, nous nous appuyons plutôt sur un corpus de sources vietnamiennes très peu exploré jusque maintenant pour étudier un cas précis de la guerre : comment la République démocratique du Việt Nam (RDVN) a employé des moyens très divers pour mener sa guerre dans le Sud-Vietnam d'août 1945 à 1951, année de la mort du chef des armées du Sud : le général Nguyễn Bình¹.

Cette dernière figure est au centre de notre récit et analyse. S'il est méconnu aujourd'hui, il impressionnait à l'époque ses adversaires français par sa bravoure et les combats acharnés qu'il livrait contre le Corps expéditionnaire. Des journalistes comme Lucien Bodard et même des officiers

1. De son vrai nom, Nguyễn Phýõng Thửõ.

du Deuxième Bureau (Sud-Vietnam) furent fascinés par ce militaire vietnamien, borgne et farouchement nationaliste, qui se battait bec et ongles contre l'armée française dans le Sud-Vietnam². On connaît bien le général Võ Nguyên Giáp, le « vainqueur de Điện Biên Phủ ». Or, Nguyễn Bình menait une guerre fort différente dans le Sud que celle appliquée au Nord, différence qui est précisément le sujet de cette réflexion. D'abord, Nguyễn Bình joua le rôle primordial dans la mise sur pied d'une armée sudiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Certes, ce fut bien une guérilla qu'il suscita au début, mais, à partir de 1949, ce général va en transformer la nature, en organisant des régiments plus modernes pour la mener contre le Corps expéditionnaire lors de batailles acharnées. Par ailleurs, au grand dam de certains dirigeants communistes, ce nationaliste domina la conduite de la guerre et les questions militaires dans le Sud entre 1946 et 1951. Il serait difficile de trouver un général équivalent dans tout le corps d'officiers vietnamiens pendant toute la guerre franco-vietnamienne. Enfin, Nguyễn Bình se distinguait particulièrement parce qu'il n'hésitait pas à faire la guerre par d'autres moyens. L'usage de la terreur lui fut une arme militaire et politique à employer en même temps que la guerre plutôt « classique ». Les deux pouvaient aller de pair.

*La guerre par d'autres moyens :
la terreur et les guerres de décolonisation*

Le recours à d'autres moyens n'est certainement pas nouveau dans l'histoire de la guerre. La guerre franco-vietnamienne plaçait un Corps expéditionnaire occidental, professionnel, bien armé et entraîné, en face d'un État vietnamien mal équipé et peu préparé militairement au début, mais qui refusait coûte que coûte de disparaître. Le nationalisme portait certainement l'édifice étatique en construction sous la forme de la RDVN, et fut vital à la victoire finale. Mais, face aux armées occidentales au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le nationalisme et l'anticolonialisme ne furent pas toujours suffisants. Sans avions ou blindés, sans artillerie ou divisions, les militaires vietnamiens, des hommes comme Nguyễn Bình, en particulier, choisirent de faire la guerre par d'autres méthodes en livrant à l'ennemi une bataille urbaine et en utilisant la terreur comme une arme surtout politique.

Employer aujourd'hui dans une étude sur le Vietnam, les mots de « terreur » et « terrorisme » est risqué, voire tabou. Comme les Français se battant contre l'occupation allemande durant la Seconde Guerre mondiale, les vétérans vietnamiens des guerres contre les Français et les Amé-

2. Lucien Bodard, *La guerre d'Indochine I. L'enlèvement*, Paris, Gallimard, 1963, p. 372-374 ; Frédéric Chenut, « Nguyễn Bình dit Le Borgne », *Historia* (1972), p. 82-83 ; Édouard Axelrad, « Nguyễn Bình », *Indochine - Sud-Est asiatique*, n° 7 (juin 1952), p. 46-49 ; et EMIFT, Deuxième Bureau, le 5 juin 1952, « Au sujet de "Nguyễn Bình" », dossier [dorénavant noté d.] 452, fonds Haut Commissariat de l'Indochine [dorénavant noté HCI], Centre des archives d'outre-mer [dorénavant noté CAOM].

ricains voient leurs actions comme des décisions tout à fait légitimes, justifiées par leur lutte pour l'indépendance nationale et contre l'occupation coloniale et étrangère. Traiter Nguyễn Bình et ses « commandos » (*biệt động*) des années 1940 de simples « terroristes » provoque les réactions les plus vives, tandis que pour les familles des victimes, des innocents ou mêmes des « martyrs » (*liệt sĩ*) tués dans leurs attaques suicidaires, l'effet de cette terreur peut évoquer des sentiments douloureux les plus complexes.

Les termes, « terreur » et « terrorisme », revêtent une connotation de plus en plus péjorative, surtout ces dernières années marquées par les « événements du 11 septembre 2001 » et la reprise de la violence entre Israéliens et Palestiniens. Mais déjà à la fin du XVIII^e siècle, le célèbre philosophe anglais, Edmund Burke se référait avec mépris aux « terroristes » jacobins de la Révolution française³. En effet, on sait à quel point « La Terreur » française (1793-1794), auquel le mot « terrorisme » est lié, a pu diviser les esprits français jusqu'à très récemment⁴. En 1798, le dictionnaire de l'Académie française définissait la « terreur » comme « système, régime de la terreur »⁵. Bien sûr, la terreur existait bien avant la Révolution française comme arme politique et tactique. Mais depuis cet épisode de Terreur, le monde a connu une expansion remarquable des formes de terreur et de leur systématisation par des anarchistes, des religieux, des fascistes, des révolutionnaires, des syndicalistes et des nationalistes parmi d'autres.

Si l'on a beaucoup étudié le terrorisme au Moyen-Orient ces dernières années, ainsi que celui des Brigades rouges et de l'IRA⁶, il n'existe que très peu de travaux sur l'emploi de la terreur comme arme pendant les guerres de décolonisation du XX^e siècle. Et pourtant, il est indiscutable que l'utilisation de la terreur fut importante pendant les guerres pour le contrôle du Vietnam⁷, de l'Algérie⁸ et de l'Indonésie⁹, qui ont opposé des mouvements ou des États nationalistes, anticolonialistes et/ou communistes à des armées occidentales beaucoup mieux armées et entraînées. Plus qu'au XIX^e siècle, marqué par les unifications nationales de l'Allemagne et

3. Walter Laqueur, *A history of terrorism*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2002 (2^e éd.), p. 3-20.

4. François Furet et Mona Ozouf (dir.), *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1988.

5. Laqueur, *A history of terrorism*, p. 6.

6. Irish Republican Army.

7. Sur la guerre dite américaine, voir Stephen T. Hosmer, *Viet Cong repression and its implications for the future*, Lexington, Massachusetts, Heath Lexington Books, 1970 (RAND) et Douglas Pike, *The Viet Cong strategy of terror*, Saigon, Vietnam, 1970. Du côté vietnamien, voir les études récentes : Hồ Sĩ Thành, *Biệt động những chiến công bất tử*, Hồ Chí Minh Ville [Saigon], Nhà Xuất Bản Trẻ, 2002 et Nguyễn Đức Hùng, *Biệt động Sài Gòn*, Gia Định, Nhà Xuất Bản Trẻ, 1999.

8. Guy Pervillé, « Le terrorisme urbain dans la guerre d'Algérie (1954-1962) », in Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaïsse (sous la dir. de), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2001, p. 447-463.

9. Robert Cribb, *Gangsters and revolutionaries : The Jakarta people's militia and the Indonesian revolution, 1945-1949*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1991.

de l'Italie, l'expansion rapide de l'idée nationale à travers le monde colonisé en Asie et en Afrique donna lieu à une explosion de mouvements de « libération nationale » réclamant leurs propres États nationaux indépendants après la Seconde Guerre mondiale. Ces revendications, à leur tour, provoquèrent une poussée importante de l'usage de la terreur comme arme surtout politique utilisée par des États révolutionnaires militairement faibles mais farouchement nationalistes¹⁰. La forme étatique établie par la colonisation occidentale à la fin du XIX^e siècle n'était plus acceptable pour les nationalistes déterminés, comme le reste du monde moderne, à obtenir leur propre État-Nation. Des anticolonialistes, incapables de faire appel à des armées nationales confisquées par les pouvoirs coloniaux, ont très vite adopté des formes violentes de réactions. Déjà dans les années 1910 et 1920 au Vietnam, on peut noter l'existence d'attentats de type terroriste menés par des nationalistes contre le fait colonial : la fabrication des bombes et les attaques de « commandos » en 1908 et 1913, la tentative (échouée) de Phạm Hồng Thái d'assassiner le gouverneur général Merlin en 1924 à Quangzhou (Canton) et l'assassinat du recruteur de coolies, M. Bazin, en 1929 par les volontaires de la mort du Parti nationaliste vietnamien (*Việt Nam Quốc Dân Đảng*). Bien que le terrorisme anticolonialiste et celui de la décolonisation ne semblent pas avoir été étudiés, il ne serait pas difficile de trouver d'autres exemples comparatifs dans l'espace colonisé. En bref, la question du terrorisme n'a pas débuté en Algérie à la fin des années 1950. Il se situe dans un contexte historique plus large, celui de la naissance des États nationaux et de la décolonisation. Il s'agit également d'un chapitre important de l'histoire militaire du XX^e, et peut-être même au-delà...

*Le contexte de la première guerre
de décolonisation française, 1945-1946*

On ne peut pas comprendre la guerre pour le Sud-Vietnam sans la situer dans son contexte diplomatique, politique et militaire. Le 9 mars 1945 sonna la glas de la colonisation : les Japonais renversèrent les Français en Indochine et mirent fin à leur contrôle colonial. Le 19 août, au lendemain de la capitulation des Japonais mais avant que les Alliés n'arrivent pour recevoir leur reddition, le front national représenté par le Việt Minh prit le pouvoir à Hanoi et les jours suivants dans la plupart des villes provinciales au Centre et au Nord du Vietnam. Une vague de mécontentement populaire engendré par la famine facilita la naissance du nouvel État nationaliste. Créé et dirigé par le Parti communiste indochinois (PCI) en 1941, le Việt Minh installa de nombreux « Comités du peuple » (*ủy ban nhân dân*). Déterminé à garder le pouvoir à tout prix, le PCI se mit à consolider son contrôle interne, en interdisant ou en élimi-

10. Laqueur, *A history of terrorism*, p. 10-11.

nant les partis nationalistes concurrents, en créant une police et en mettant sur pied des groupes d'autodéfense (*tự vệ*)¹¹. Le 2 septembre 1945, Hồ Chí Minh annonça publiquement la constitution d'une nouvelle nation vietnamienne : la République Démocratique du Viêt-Nam.

Le nouvel État nommé la RDVN proclama sa souveraineté sur tout le Vietnam, abrogeant les traités diplomatiques garantissant cet espace à la France dans le cadre de l'État colonial connu sous le nom de l'Indochine française¹². Le nouveau régime rebaptisa les trois parties de l'« ancien royaume d'Annam », à savoir le Tonkin (le Nord), l'Annam (le Centre) et la Cochinchine (le Sud), sous les nouveaux noms respectifs de Bắc Bộ, Trung Bộ et Nam Bộ. Si l'amiral Georges Thierry d'Argenlieu n'allait pas tarder à interdire ces vocables en faveur des anciens, c'est que cette querelle de mots n'était évidemment pas innocente : elle cachait, en effet, une vraie bataille étatique pour le contrôle légitime du même territoire. La décision des Français (comme les Néerlandais) de rétablir leur État *ante bellum* rendait inévitable une confrontation armée entre deux visions de l'État futur.

Proclamer l'indépendance nationaliste était une chose ; la maintenir et étendre un contrôle étatique en était une autre. Ce serait particulièrement le cas dans le Sud-Vietnam. Là, les dirigeants du PCI étaient relativement peu nombreux en raison de la répression menée par la Sûreté française en 1940. Même réunis à Saigon après la défaite japonaise, ils étaient de surcroît très divisés¹³. Qui plus est, les communistes étaient loin d'être les seuls nationalistes à revendiquer le pouvoir national. De nombreux autres nationalistes non communistes et religieux, tels que les Cao Đài et les Hòa Hảo, en faisaient autant. Les Cao Đài avaient été encadrés et parfois armés par les Japonais vers la fin de la guerre. En tout cas, le 23 août, le dirigeant communiste le plus connu du sud, Trần Văn Giàu, réussit à obtenir une certaine union nationale très précaire. Il s'empara de la sorte du pouvoir à Saigon au nom d'un « Comité de Résistance du Peuple » (*Ủy Ban Kháng Chiến Nhân Dân*), qui allait finir par être subordonné au PCI et à la RDVN à Hanoi avec l'arrivée des communistes du Nord. Le « Comité territorial du Nam Bộ » (*Xứ ủy Nam Bộ*) représentait le PCI dans le Sud. Lê Duẩn, l'un des communistes les plus importants libéré de Poulo Condor à cette époque le dirigeait. Phạm Hùng, libéré en même temps, fut son bras droit dans les affaires policières. En 1947, le « Comité de Résistance et d'Administration du Nam Bộ » (*Ủy Ban Kháng Chiến Hành Chính Nam Bộ*) rem-

11. François Guillemot, « Au cœur de la fracture vietnamienne : l'élimination de l'opposition nationaliste et anticolonialiste dans le Nord du Viêt-Nam (1945-1946) », in Christopher E. Goscha et Benoît de Trégodé (éds), *Le Vietnam depuis 1945 : l'État, ses marges et constructions du passé*, Paris, Les Indes savantes, à paraître.

12. À vrai dire, le gouvernement éphémère de Trần Trọng Kim (mars-août 1945) le fit avant celui d'Hồ Chí Minh.

13. Une histoire vietnamienne récente ne cache plus ces événements. Voir *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định kháng chiến (1945-1975)*, Hồ Chí Minh Ville [Saigon], Nhà Xuất Bản Thành Phố Hồ Chí Minh, 1994, p. 29-105.

plaça le « Comité de Résistance du Peuple » pour gérer les affaires étatiques de la RDVN dans toute la zone méridionale¹⁴. Bien que faibles et réduits, ces appareils étatiques relevaient du gouvernement central à Hanoi et le représentaient dans tout le Sud.

Militairement, la décision prise par les Alliés en juillet-août 1945 de confier le désarmement des Japonais dans l'Indochine au nord du 16° parallèle aux troupes de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) et au sud aux Britanniques, allait influencer de façon déterminante sur l'évolution des forces armées dans le Nord et le Sud du Vietnam. En septembre, une partie de l'armée chinoise commençait à arriver au Nord-Vietnam. Les chefs militaires chinois sur place étaient largement opposés à la rentrée immédiate des troupes françaises en Indochine du Nord. La présence chinoise au nord du 16° parallèle permit ainsi à la RDVN septentrionale de respirer – de consolider son État sur le terrain et de jeter les bases de son armée jusqu'en décembre 1946, date à laquelle la guerre franco-vietnamienne commença à se déclencher dans tout le Vietnam.

L'« Armée populaire du Viet Nam » avait pris corps au début des années 1940 dans le Nord, lorsque le Việt Minh mit sur pied ses premières unités de guérilla dans les montagnes qui bordaient la frontière sino-vietnamienne. Or, cette résistance contre les Japonais resta très limitée, le temps pour former des cadres et des officiers étant très insuffisant. Une fois transférée à Hanoi, l'« Armée de Libération vietnamienne » (*Việt-Nam Giải Phóng Quân*) devint l'« Armée de Défense nationale » (*Vệ Quốc Đoàn*). Võ Nguyên Giáp équipa ses premières unités avec l'armement pris sur l'ancienne Garde indochinoise, fourni par les Japonais ou acheté sur le marché asiatique. Quant aux effectifs, l'armée vietnamienne disposait en tout d'environ 85 000 hommes de troupes fin 1946. Cependant, une partie seulement était bien armée, entraînée et encadrée¹⁵. À ces troupes régulières, il faut ajouter de nombreux groupes de milice ou d'autodéfense, les *tự vệ*, ainsi que les « Commandos de la mort » (*đội cảm tử*). Tant au Nord qu'au Sud, ces milices, mal armées et mal encadrées mais farouchement nationalistes, constituaient une force proto-militaire importante¹⁶.

Dans le Sud, la réoccupation se déroula d'une façon entièrement différente. Une fois sur place, les Anglais facilitèrent le retour des Français au Sud-Vietnam. Le 23 septembre, un coup de force écarta le Việt Minh de Saigon, poussant immédiatement les communistes, les Hòa Hảo, Cao Đài et Bình Xuyên vers le Sud et le Sud-Ouest, au fur et à mesure que le Corps expéditionnaire reprenait les villes et les axes de communication. À la différence du Vietnam situé au-dessus du 16° parallèle, la réoccupation

14. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 130-131, 137.

15. *Lịch sử bộ tổng tham mưu trong kháng chiến chống Pháp (1945-1954)*, Hanoi, Nhà Xuất Bản Quân Đội Nhân Dân, 1991, p. 97.

16. À la veille du déclenchement de la guerre au Nord-Vietnam en 1946, les milices étaient estimées à 8 000 individus à Hanoi. Vương Thừa Vũ, *Triều thành trong chiến đấu : Hồi Ký*, Hanoi, Nhà Xuất Bản Quân Đội Nhân Dân, 1979, p. 93.

rapide du Sud-Vietnam priva ses dirigeants d'une année pour se préparer militairement. La guerre du Vietnam avait donc commencé dans le Sud en septembre 1945. Elle laissait le Viêt Minh sudiste face à une situation militaire bien plus défavorable que celle se présentant au Nord. En dépit des efforts notables entrepris par les Vietnamiens pour développer leur armée, en 1945-1947, celle-ci était encore loin d'être prête à se battre contre les divisions du général Leclerc, même dans le Nord. Et du point de vue politique, les Sudistes avaient du mal à maintenir leur présence étatique sur un territoire contesté désormais par la France et sur lequel ils n'avaient jamais établi un contrôle complet. La guerre par d'autres moyens s'esquissa dans ces conditions.

Diplomatiquement, les hauts dirigeants vietnamiens comprenaient très bien l'état précaire de leur prise de pouvoir. Le 6 mars 1946, les Français et les Vietnamiens, face à la Chine, signèrent un accord qui reconnaissait le Vietnam comme « un État libre » au sein de l'Union française et promettait un référendum afin de résoudre la question du Sud-Vietnam. Toutefois, les négociations ultérieures à Dalat (du 18 avril au 11 mai 1946) avec le Haut Commissaire pour l'Indochine, l'amiral d'Argenlieu, échouèrent. Le 31 mai, Hồ Chí Minh partit en France pour continuer les négociations à Fontainebleau, alors que le lendemain l'amiral annonça la formation d'une « République autonome de Cochinchine » sous l'égide de Nguyễn Văn Thỉnh, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle formation étatique vietnamienne susceptible de rivaliser avec la RDVN pour le contrôle du « Nam Bộ » ou de la « Cochinchine » (*Nam Kỳ*). Désormais, la guerre n'opposait plus seulement l'ancien État colonial réapparu sous la forme d'une Fédération indochinoise (ensuite les États associés de l'Indochine) à la réalité nouvelle d'un État nationaliste, la RDVN, mais les Vietnamiens entre eux dans une guerre civile. La question de la légitimité étatique était donc devenue un sujet de la plus grande importance. C'est dans ce contexte complexe et difficile à résumer en quelques paragraphes qu'il convient de placer notre discussion de cette guerre farouche pour le Sud, objet des rivalités de la France et de la RDVN dès le début, chacun voulant se l'approprier.

Maintenir l'État dans le Sud à tout prix

Placé désormais devant une véritable guerre pour le contrôle du Sud, le gouvernement de la RDVN décida d'y envoyer un homme fort, un nordiste et ancien détenu de Poulo Condor, nommé Nguyễn Bình¹⁷. On ignore toujours comment, précisément, ce dernier attira l'attention des dirigeants installés à Hanoi. Le fait d'avoir libéré les districts côtiers de la région de Haiphong à la mi-1945 lui a assurément permis d'acquérir une certaine notoriété, de même que son opposition armée aux troupes chi-

17. Pour plus de renseignements sur ce personnage, voir notre « A "popular" side of the Vietnamese army », *op. cit.*

noises de Lou Han. Bien qu'il ne devînt membre du Parti qu'en 1946¹⁸, il avait côtoyé des leaders communistes durant son incarcération entre 1929 et 1934. En tout cas, les principaux dirigeants du PCI, dont Hồ Chí Minh, Hoàng Quốc Việt et Võ Nguyên Giáp, comprirent d'emblée à quel point il était important de maintenir à leurs côtés ce nordiste charismatique, ardent et plein de ressources. Lorsque Hồ Chí Minh le reçut à Hanoi à l'automne de 1945, Nguyễn Bình se présenta à lui, bottes japonaises aux pieds, vêtu d'une gabardine japonaise, et un long sabre japonais aux côtés¹⁹. Hồ lui confia le soin de bâtir l'armée de la RDVN dans le Sud. Son expérience à Saigon-Cholon bien avant la Seconde Guerre mondiale, ses talents militaires, son charisme nationaliste et ses contacts divers lui permettraient de rassembler divers nationalistes, religieux et même des brigands pour constituer une force militaire. Pour Hồ, le manque de culture communiste de Bình comptait moins que ses talents organisationnels, sa force de caractère et son nationalisme farouche. Bien entendu, le PCI avait bien l'ambition de mener la résistance, mais ses dirigeants savaient déjà que ce ne serait pas facile aux vues de la faiblesse continue du parti dans le Sud. En échange de sa loyauté et de ses services, le président de la RDVN éleva cet homme formé dans les bas-fonds du Vietnam au rang de chef respectable et prestigieux de l'armée nationale dans le Sud.

Muni de lettres d'introduction de Hồ Chí Minh et du ministère de la Défense, Nguyễn Bình arriva au Sud-Vietnam en novembre 1945, en tant que délégué du gouvernement central pour les questions militaires. Il entra en contact avec ses anciens amis, avec des représentants du Comité de Résistance méridional et des dirigeants communistes du Comité territorial du PCI. Le 20 novembre, il réunit quarante délégués à An Phú lors d'un « Rassemblement militaire pour le Nam Bộ » afin de commencer à rassembler les forces paramilitaires sous l'égide de son commandement militaire personnel et, par extension, celui du gouvernement. Plusieurs groupes patriotiques s'étaient déjà constitués pour s'opposer au retour des Français depuis septembre 1945. Alors que plusieurs centaines de combattants vietnamiens affluaient en provenance de la Thaïlande, du Cambodge et du Laos, d'autres détachements, beaucoup plus nombreux, avaient déjà convergé du Nord au Sud : les unités connues sous le nom célèbre : « Marche vers le Sud » (*Nam Tiến*). Elles se chiffraient à plusieurs milliers de jeunes, encadrés par des officiers vietnamiens formés en Chine ou même par des écoles françaises²⁰. Parallèlement, des sectes religieuses, telles que les Hòa Hảo et les Cao Đài, disposaient de leurs propres forces armées, placées sous la direction des chefs religieux comme Phạm Công

18. Il avait commencé sa vie politique comme membre du VNQDĐ en Cochinchine, ce qui ne pouvait pas impressionner les communistes en 1945.

19. Nguyễn Hùng, *Nguyễn Bình : Huyền thoại và sự thật*, Hanoi, Nhà Xuất Bản Văn Học, 2000, 2^e éd., p. 78-81.

20. David G. Marr, « Creating National Defense Capacity, September 1945 - February 1947 », à paraître et Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến (1945-1946)*, Nhà Xuất Bản Quân Đội Nhân Dân, 1997.

Tắc et Huỳnh Phú Sổ. Les troupes du Bình Xuyên, des semi-brigades originaires de la région de Cholon, s'étaient enrôlées dans la lutte sous l'égide de leur nouveau chef, Lê Văn Viễn (Bảy Viễn). Ce dernier contrôlait plus d'un millier d'hommes armés, dont une partie importante sortait tout juste des geôles de Poulo Condor.

Rassembler ces hommes si divers pour former une seule et unique armée nationale sous le contrôle de Nguyễn Bình tenait à l'évidence de la prouesse. Si le front Việt Minh était certainement connu des Sudistes, le gouvernement basé à Hanoi, pas plus que ses représentants dans le Sud, n'avaient pas encore eu le temps de consolider leur contrôle étatique sur toutes les provinces. Les qualités personnelles de Bình, son charisme, sa bravoure et ses connaissances du Sud et de Saigon-Cholon en particulier, acquises avant guerre, furent d'un grand secours pour unifier ces forces. Fin 1945, les groupements sudistes voyaient en Nguyễn Bình, si désireux d'en découdre, un leader de poids. Nguyễn Bình impulsa la formation d'un « Front d'unité nationale » (*Mặt Trận Quốc Gia Liên Hiệp*), chargé de coordonner les nationalistes non communistes, les sectes, les intellectuels, les jeunes et tous les autres patriotes au sein d'un seul front, sous l'égide de la RDVN²¹. En réalité, il s'agissait d'une extension du Việt Minh au sud du pays. Nguyễn Bình devint le commandant en chef du *Vệ Quốc Đoàn* pour tout le Nam Bộ, qui fut divisé en trois zones principales à partir du 10 décembre 1945. Il fut placé à la tête de la zone VII (*khu VII*), couvrant une partie orientale du Nam Bộ, y compris la région de Saigon-Cholon (renommée plus tard la « zone spéciale Saigon-Cholon »).

En 1946, sous l'égide de Nguyễn Bình, un rassemblement de 25 détachements militaires (*chi đội*) se développa à travers ces trois zones, dont la majorité était basée dans la zone VII. Ces *chi đội* faisaient en théorie partie intégrante du *Vệ Quốc Đoàn*²². En réalité, les différents groupements militaires conservaient leur leadership et leur contrôle opérationnel sur leurs propres unités. Du côté Việt Minh, Tô Ký, l'un des alliés de Nguyễn Bình d'avant-guerre, constitua le *chi đội* n° 12 en mars 1946. Ses rangs rassemblaient des travailleurs de Saigon-Cholon. Le *chi đội* n° 15 apparut au même moment sous l'égide de Huỳnh Văn Mộng. Bình pouvait aussi compter sur la loyauté du *chi đội* n° 13, constitué pour l'essentiel de travailleurs de Saigon, ainsi que sur celle des *chi đội* n° 6, 16 et 11. Trần Văn Trà allait créer le *chi đội* n° 14 dans la huitième zone qu'il allait diriger²³.

Pour autant, on ne trouvait pas que des détachements contrôlés par la RDVN. Les unités Bình Xuyên sous la direction de Lê Văn Viễn et de Dương Văn Dương commandaient environ 2 000 hommes armés. Spéci-

21. Voir l'une de ses premières déclarations : « Manifeste : le Front populaire unifié », d. 1946, carton [dorénavant noté c.] 379, Service de protection du corps expéditionnaire [dorénavant noté SPCE], CAOM.

22. *Lịch sử bộ tham mưu quân khu 7 miền đông Nam Bộ*, Hanoi, Nhà Xuất Bản Quân Đội Nhân Dân, 1994, p. 22.

23. *Lịch sử bộ tham mưu quân khu 7 miền đông Nam Bộ*, p. 29 et *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 102-103.

fiquement, les Bình Xuyên contrôlaient les *chi đội* n^{os} 2 et 3, concentrés dans leur forteresse de Rừng Sắc. Les *chi đội* n^{os} 4, 7, 9, 5, 21, 25 rassemblaient les autres unités Bình Xuyên. Le « Bộ đội Hoàng Thọ » était en principe indépendant des unités du Việt Minh et des Bình Xuyên. Les *chi đội* 7 et 8 étaient placées sous le contrôle conjoint des Cao Đài et du Đại Việt²⁴. Au cours de l'année 1946, bien qu'hétéroclite, une réelle coopération de guérilla fut mise en œuvre contre les Français à la fin de l'année 1945. Nguyễn Bình, stationné dans la zone VII, fut l'âme de ce processus. Et il dirigeait d'une main de fer²⁵.

Outre l'armée, la RDVN essaya de consolider son État par la mise en place d'un service policier. Dès l'automne 1945, comme ailleurs, les Sudistes avaient créé des équipes policières pour assurer leur prise de pouvoir. Au début, cette organisation s'appelait la « Garde nationale » (*Quốc Gia Tự vệ Cuộc*), placée sous la direction de deux communistes vétérans, Dương Bạch Mai et Nguyễn Văn Trấn²⁶. Ils seront bientôt épaulés par d'autres communistes, qui domineront la police pendant toute la guerre : Phạm Hùng, Nguyễn Văn Linh et Mai Chí Thọ joueront un rôle primordial dans les affaires policières du parti dans le Sud²⁷. Phạm Hùng soulignait en octobre 1945 que la police était « essentielle à la protection du régime », ajoutant que pour cette raison, « le Parti doit la diriger et personne d'autre »²⁸. En février 1946, suite au décret promulgué à Hanoï et signé par Hồ Chí Minh, le *Quốc Gia Tự vệ Cuộc* fut remplacé par le « Service de la Sécurité pour le Nam Bộ » (*Sở Công An Nam Bộ*)²⁹. Bien entendu, la police servait de levier pour affirmer la réalité de la RDVN en zone contrôlée par le Comité résistant d'un côté et faire sentir sa présence dans des zones que les Français contrôlaient, y compris les villes.

Nguyễn Bình :

La terreur comme arme politique et militaire

Si Nguyễn Bình présida la formation d'une armée nationale pour le Sud-Vietnam, il livra en même temps une guerre acharnée à Saigon-Cholon. L'année 1946 était très tendue dans le Sud. Car, si l'enjeu politique était énorme, la capacité militaire des 25 *chi đội* à se battre contre les Français restait limitée. Interdire les échanges économiques avec les zones françaises, faire des tracts de propagande et diffuser la monnaie Hồ Chi

24. *Lịch sử bộ tham mưu quân khu 7 miền đông Nam Bộ*, p. 29-31.

25. Sur les 25 *chi đội* implantés au Nam Bộ, 17 se trouvaient dans la zone VII. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 104.

26. *Công an Nam Bộ trong kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược*, Nhà Xuất Bản Công An Nhân Dân, 1993, p. 47 et Bộ Nội Vụ, Tổng Cục Tình Báo, *Lịch sử tình báo công an nhân dân Việt Nam (1945-1954)*, Hanoi, Nhà Xuất Bản Công An Nhân Dân, sans date, p. 32.

27. *Công An Nam Bộ*, p. 71.

28. *Công An Nam Bộ*, p. 76.

29. *Công An Nam Bộ*, p. 81-84, 99. La police de la RDVN se manifestait, théoriquement, à trois niveaux : à l'étape nationale (*Nhà Công An*), régionale (*Sở Công An*) et provinciale (*Ty Công An*).

Minh n'étaient pas suffisants. Les Sudistes et Nguyễn Bình en particulier se tournèrent vers d'autres méthodes de guerre. Pour Nguyễn Bình, la création d'une armée sudiste allait de pair avec une guerre urbaine de terreur, se déployant dans le sabotage, l'assassinat, les bombes, etc. Alors que les hommes de troupes du général Leclerc consolidaient leur assise dans le Sud, Nguyễn Bình ordonna la formation de milices, de commandos de la mort, de services de renseignements et de groupes chargés d'opérations spéciales³⁰. Cette guerre urbaine consistait à se servir de la violence pour provoquer l'attention de l'opinion publique et, avant tout, de l'influencer à des fins politiques. Il fallait utiliser le terrorisme pour attaquer les points sensibles de l'organisation militaire française, ses bateaux arrivant au port, ses dépôts et arsenaux, ses soldats, ses officiers et leurs collaborateurs vietnamiens. Les opérations terroristes ciblaient également les espions et les agents de la Sûreté coloniale comme ceux du Deuxième Bureau. En effet, la terreur sera employée contre l'État colonial et la République cochinchinoise. Une étude récente sur l'histoire des services de sécurité du Vietnam le saisit ainsi :

« Ce que l'ennemi construit, nous détruisons. S'il reconstruit, nous le détruisons de nouveau. Nous avons fait de sorte que l'ennemi ne pût pas stabiliser la situation, qu'il ne pût pas atteindre son but de pacification. Cela contribuait d'une façon favorable à la construction des bases pour le développement de la guerre de guérilla et la restauration de notre pouvoir politique dans beaucoup de zones positionnées derrière les lignes ennemies. »³¹

Dès son arrivée dans le Sud, les Français savaient très bien que Bình s'attelait à organiser les jeunes, les travailleurs et les marins au sein de l'agglomération de Saigon-Cholon³². Basé en zone VII, Bình voyait la ville de Saigon-Cholon comme un véritable champ de bataille. Si bien que les opérations dans cette ville relevaient directement de la 7^e zone, de sa direction, et non pas celle du PCI. Ce fait indique bien à quel point cet homme concevait dès le début la guerre du maquis et celle de la ville de Saigon-Cholon comme allant de pair. Et cela confirme aussi le pouvoir personnel qu'il détenait déjà au détriment du PCI méridional, mal placé pour diriger ce genre de guerre. À partir de janvier 1946, il commença à y organiser ses réseaux clandestins en collaboration avec une équipe de proches et en s'appuyant sur les milieux ouvriers, ainsi que sur la partie de la jeunesse gagnée à la cause nationaliste depuis le début des années 1940.

Il nous est impossible ici d'étudier en détail tous les réseaux urbains montés par Nguyễn Bình. Résumons en soulignant qu'il commença par

30. Traduction du document saisi : « RDVN, ministère de la Défense, 7^e zone, n° 141/UCT, signé par Nguyễn Bình, daté du 23 mars 1946 », in d. 1946, c. 379, SPCE, CAOM.

31. *Lịch sử tình báo công an*, p. 90-91.

32. Directeur de la Police et de la Sûreté fédérales, « Note sur "Nguyễn Bình" chef d'état-major de la résistance en Cochinchine », p. 1, d. Activités Nguyễn Bình, c. 225, fonds Conseiller politique [dorénavant cité CP], CAOM.

mettre sur pied la formation des « Comités des reconnaissances politico-militaires pour la ville » (*Ban trình sát quân chính thành*) et des « commandos de la mort » (*đội cầm tử*)³³. Il tissa ses propres réseaux de relations parmi les travailleurs, les marins, les mécaniciens, les jeunes et même parmi les intellectuels nationalistes. Non seulement Nguyễn Bình dirigeait personnellement ces opérations, mais il se rendit lui-même à Saigon-Cholon pour s'occuper des recrutements et de l'organisation de ses réseaux souterrains. Pour réussir dans cette voie, une connaissance approfondie de la ville, de ses routes, de ses quartiers et de ses bas-fonds était indispensable. Bình devait s'appuyer sur des personnalités diverses, une pègre oui, mais des gens fiables, discrets et capables de suivre ses ordres à tout prix. Sinon, ses opérations eussent été vouées à un échec certain, susceptible d'une pénétration de la part du contre-espionnage français et de ses espions (qui connaissaient, eux aussi, très bien cet univers souterrain). Il jouissait d'une popularité certaine parmi les travailleurs et les jeunes qu'il recrutait à Saigon-Cholon. Il se déguisait souvent pendant des jours, parfois même des semaines à Saigon-Cholon, sans se faire repérer par les services de renseignements français. En décembre 1946, par exemple, il se rendit à Saigon-Cholon déguisé, circulant à bord d'une bicyclette jaune. Une fois il passa devant les bureaux de la Sûreté sur la rue Catinat³⁴. Qu'il ait pu recruter parmi les ouvriers de la ville, il n'y a pas de doute (voir *infra*). Mais il sévit aussi parmi les intellectuels nationalistes. L'influent avocat de Saigon, Nguyễn Thành Vĩnh lui fournit des contacts sûrs et un abri, en l'occurrence une aide cruciale, lors de ses séjours dans la ville³⁵. Il n'est guère aisé d'imaginer Võ Nguyên Giáp ou même un Nguyễn Sơn mener ce genre de guerre sur le terrain, se rendre en personne et en cachette à Hanoi ou à Hue pour organiser des volontaires de la mort. Là réside précisément l'un des traits de caractère singulier et de génie organisationnel de Nguyễn Bình et de la guerre urbaine qu'il exécutait lui-même³⁶.

Début 1946, Nguyễn Bình décida de dissoudre les anciennes organisations armées de Saigon-Cholon, surtout le *Quốc Gia Tự vệ Cuộc*, pour implanter son propre réseau urbain, plus efficace selon lui. Cette nouvelle organisation s'appuyait sur la base des « Comités d'opérations » (*Ban công tác*)³⁷. Sous sa direction, ces unités spéciales étaient destinées à exécuter

33. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 80.

34. CSTFEO, EM/2B, n° 6034/2, « Renseignements », source : sûre, annamite, val. B/1, daté du 18 décembre 1946, d. 1947, c. 379, SPCE, CAOM et Hồ Sĩ Thành, *Biệt động*, p. 13-17. Cette étude prétend que Nguyễn Bình se rendit au moins trois fois à Saigon pour surveiller l'organisation et le fonctionnement de ses réseaux.

35. Interview avec Ngô Văn Quý, le 24 décembre 2000, Paris. Ce dernier était pendant un temps secrétaire auprès de Nguyễn Bình.

36. Notre connaissance des militaires, outre Võ Nguyên Giáp, demeure très pauvre. Sur les généraux Nguyễn Sơn et Lê Thiết Hùng, voir notre « Foreign Military Transfers in Mainland Southeast Asian Wars : Adaptations and Rejections », communication faite lors du colloque annuel de l'Association of Asian Studies (AAS), les 4-7 avril 2002, Washington, DC, à paraître.

37. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 98.

ter des missions de destruction, de sabotage, de propagande et d'assassinat, considérées comme une partie intégrante de la politique militaire plus large menée par Nguyễn Bình. Ce dernier créa au début de 1946 ses trois premiers *Ban Công Tác* (BCT 1, 2 et 3). Pour diriger les opérations sur place, il forma le « Centre du commandement militaire pour la ville de Saigon-Cholon » (*Cơ quan ban chỉ huy quân sự thành Saigon-Cholon*) sous l'égide de ses proches³⁸. Ces équipes d'action étaient constituées de jeunes, d'ouvriers et même de paysans habitant aux alentours de la ville. Durant l'année 1946, si disputée militairement, politiquement et diplomatiquement entre la France et la RDVN, Nguyễn Bình ajouta de nouvelles unités à son dispositif. Le BCT 4, par exemple, fut formé en mai 1946, constitué des ouvriers recrutés de la Fédération syndicale. Le BCT 5 qui vit le jour en juin 1946 comprenait des ouvriers et des paysans. Les BCT 6 et 7 se formeront à la suite, suivis par trois autres en 1947³⁹. Chaque comité opérationnel consistait en un commandement et un bureau directeur, une sous-section de suppression (chargée des reconnaissances, enquêtes et assassinats) et une sous-section de démolition, de liaison et d'armement. Il existait aussi à Saigon-Cholon deux équipes spéciales pour faire du renseignement et du contre-espionnage. Au total, il y avait au moins 10 BCT opérant à Saigon-Cholon. Nguyễn Bình dirigeait apparemment tous les BCT, et non pas le PCI ou la police (*công an*)⁴⁰. Bien qu'il nous soit difficile de donner un chiffre exact, selon les sources vietnamiennes, le BCT 4 incluait 700 membres, y compris des membres de *tự vệ*, alors que le BCT 6 comptait 500 partisans⁴¹. Évidemment, ces chiffres représentent un maximum, sujet à caution, et seulement une minorité infime, soigneusement triée et encadrée, était chargée de mener les missions spéciales. D'autres BCT seront créés dans les années suivantes.

Fin juin 1946, Nguyễn Bình étendit encore son dispositif en organisant les forces d'autodéfense de la ville (*tự vệ thành*), lesquelles reposaient surtout sur des ouvriers et des syndicats. Des femmes travaillaient aussi dans ces unités de défense, sujet qui mériterait beaucoup plus de recherches⁴². Un commandement militaire pour la ville (*Ban chỉ huy quân sự thành*) les coiffait, dénommé à partir de novembre 1946 « Section urbaine de l'autodéfense » (*Thành bộ tự vệ*). Nguyễn Bình s'occupa aussi d'un « Comité de renseignements pour la ville de Saigon-Cholon », alors qu'un

38. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 98-99 et Hồ Sĩ Thành, *Biệt động*, p. 16-17.

39. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 141.

40. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 100.

41. Hồ Sĩ Thành, *Biệt động*, p. 17.

42. En 1950, Nguyễn Thị Lợi, un agent spécial de l'équipe d'espionnage nommée A13, porta dans une valise 30 kg d'explosifs sur le bateau l'Amyot d'Irville. Le but : contrecarrer les efforts français en vue d'attaquer la RDVN dans le Centre du Vietnam et de jouer la carte nationaliste Bảo Đại contre la RDVN. Elle est décédée lors de l'opération. Aujourd'hui, au Vietnam, elle est considérée comme martyre nationale. *Công an thù đồ (1945-1954)*, Hanoi, Nhà Xuất Bản Công an nhân dân, 1990, p. 186-188.

« BCT spécial » visait à rompre la surveillance des services de sécurité et de contre-espionnage français⁴³.

Ces unités étaient chargées de mener une guerre urbaine impitoyable contre les ennemis et les cibles stratégiques, Français et Vietnamiens « fantoches » (*nguy*). Nguyễn Bình lança ses attaques à Saigon-Cholon au printemps de 1946 en approuvant l'assassinat des « traîtres » (*Việt gian*), tels que Đặng Ngọc Chấn, Thái Lập Thanh et plusieurs autres chefs qui risquaient de mettre à mal ses opérations ou mettre en cause la réalité étatique de la RDVN en soutenant les contre-projets français⁴⁴. Il ordonna personnellement l'assassinat du D^r Thịnh, chargé par d'Argenlieu de diriger la « République autonome de Cochinchine ». Selon les dires de Nguyễn Bình, « il se livre actuellement à des manœuvres tendant à diviser le Nord et le Sud, lesquelles peuvent avoir des répercussions désastreuses »⁴⁵. Des ordres similaires allaient être donnés en vue d'éliminer Nguyễn Văn Sám, leader nationaliste qu'il soupçonnait de collaborer avec les Français voire de former un autre État vietnamien concurrentiel⁴⁶. Même si les BCT n'arrivèrent pas à éliminer toutes leurs cibles, les proclamations et les ordres de Nguyễn Bình faisaient régner un climat de peur.

Ceux qui défendaient une propagande efficace d'opposition ou de dénigrement de la RDVN devenaient des cibles. En 1946, les BCT attaquèrent les bureaux du journal *Quốc Hồn*, qualifié de « journal réactionnaire des Français ». Le 12 mars 1946, Nguyễn Thị Lan (Lan Mê Linh), une jeune étudiante de 17 ans, assassina au grand jour le gérant du journal *Phục Hưng*, Hiễn Sĩ, en déchargeant trois balles dans son corps en plein jour. Il était jugé dangereux par l'influence qu'il exerçait sur l'opinion publique en se montrant particulièrement hostile à la RDVN dans son journal. Il était devenu un « instrument de propagande » trop efficace pour les Français. Coiffeuse, Lan Mê Linh avait été entraînée dans une classe spéciale dans la zone VII. Elle avait servi comme agent de liaison pour le BCT 1, porteuse des explosifs et était impliquée dans une explosion au Coq d'Or, rue Catinat, où des Européens se réunissaient⁴⁷.

Les agents de la Sûreté et du Deuxième Bureau étaient des cibles de premier choix. Tout particulièrement visés étaient ceux impliqués dans la répression, l'espionnage et le contre-espionnage. Les BCTs ont assassiné un officier français de renseignement nommé « Bareau »⁴⁸. Les réseaux de Nguyễn Bình ont aussi assassiné Nguyễn Thượng Hiễn, accusé d'avoir poursuivi de trop près les activités clandestines du Việt Minh, ainsi qu'un

43. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 101 et Hồ Sĩ Thành, *Biệt động*, p. 18.

44. Traduction du document saisi : « RDVN, Corps de défense nationale, Zone 7, n° 763/KB, Ordre secret à tous les Comités d'espionnage », d. 1946, c. 379, SPCE, CAOM.

45. RDVN, Vệ Quốc Đoàn Khu thứ 7, Mật lệnh gửi cho Ban Trình Sát Quân Chánh', daté du 13 mars 1946, signé de Nguyễn Bình, d. 1946, c. 379, SPCE, CAOM et aussi dans d. 5, c. 214, HCI, CAOM.

46. Traduction du document saisi : « Comité de Résistance du Sud, Groupe de la Défense nationale de la 7^e Zone, n° 346/VDK, signé de Nguyễn Bình », d. 1947, c. 379, SPCE, CAOM.

47. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 109 et Hồ Sĩ Thành, *Biệt động*, p. 21-22.

48. Hồ Sĩ Thành, *Biệt động*, p. 19.

officier français du Laos nommé Imfeld⁴⁹. La Sûreté publique (*Công An*) pouvait frapper aussi impitoyablement ses ennemis. Aujourd'hui, la *Công An* reconnaît avoir éliminé Marcel Bazin, chef de la Sûreté dans le Sud-Vietnam entre autres⁵⁰.

Bien que limités, les BCT de Nguyễn Bình n'étaient pas sans récolter quelques succès d'ordre militaire. Pour ne citer qu'un exemple, Nguyễn Bình et ses lieutenants à Saigon-Cholon furent directement impliqués dans le sabotage et l'explosion d'une partie de la Pyrotechnie en avril 1946. Dans une lettre félicitant son lieutenant de cet exploit, Nguyễn Bình écrivit : « Au moment où la délégation française vient de mettre pied à Saigon, les féroces détonations des bombes et des munitions ont jeté bas le masque des colonialistes français d'ici qui ont l'habitude de se vanter d'avoir rétabli l'ordre en Cochinchine. »⁵¹ Nguyễn Bình publia le 16 avril une proclamation annonçant cette victoire⁵². Le but politico-militaire était clair.

Nguyễn Bình employa la terreur pour faire sentir la réalité de l'État de la RDVN dans le Sud-Vietnam à un adversaire militairement très supérieur qui menaçait de l'éliminer complètement. Mais à la différence de la France révolutionnaire, au Vietnam, l'usage de la terreur reflétait précisément la faiblesse de l'État révolutionnaire et sa détermination de projeter à tout prix son pouvoir sur des territoires qu'il ne contrôlait justement pas – surtout les villes. La guerre urbaine ainsi menée à Saigon constituait à ses yeux une arme efficace contre des cibles jugées légitimes. Comme Nguyễn Bình l'indiqua au milieu de l'année 1947 : « Saigon est un centre de réactionnaires, de bandes d'autonomistes du Nam Kỳ [...]. Détruire Saigon est une cause légitime et humaine. »⁵³ Que l'on partage ou non ce point de vue est sans importance pour notre propos. Comprendre la nature urbaine de cette guerre pour le Sud l'est beaucoup plus. Voici la justification interne, donnée par Nguyễn Bình à ses émules

49. *Lịch sử tình báo công an*, p. 90, 104 ; *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 109 ; Hồ Sĩ Thành, *Biệt động*, p. 19, 21-33 ; CSTFEO, EM/2B, n° 3188/2, Saigon, le 7 août 1947, « [au sujet de l'assassinat d'Imfeld] », source : Sûreté fédérale, daté du 2 août 1947, d. 19, c. 10H534, Service historique de l'armée de Terre [dorénavant noté SHAT].

50. *Mùa thu rồi, ngày hôm ba*, Hanoi, Nhà Xuất Bản Chính Trị Quốc Gia, 1996, vol. 3, p. 431-434. À ne pas confondre avec le Bazin assassiné par le VNQDĐ en 1929. Voir *supra*. Une étude vietnamienne récente révèle qu'un BCT spécial assassina le représentant de la France au Cambodge, M. de Raymond. Le but : déstabiliser la situation politique au moment précis du retour de Son Ngoc Thanh à Phnom Penh en 1951. L'assassin de De Raymond fut un Sudiste dont le grand frère avait été membre du BCT 16 à Saigon et tué au début de 1949 lors d'une opération terroriste. *Từ liệu tình nguyện Việt Nam ở Campuchia thời kỳ 1945-1954*, Hồ Chí Minh Ville [Saigon], Nhà Xuất Bản Mũi Cà Mau, 1998, p. 201-205.

51. Vệ Quốc Đoàn, Khu thứ 7, Tổng hành dinh, ngày 19 tháng tư năm 1946, số. 889/KB [Khu Bộ], « Gởi đồng chí Triệu Cài, trung đội trưởng trung đội cảm tử Nam Bộ », signé de Nguyễn Bình, d. 5, c. 214, HCI, CAOM.

52. Tổng hành dinh, Khu Bộ Trưởng khu VII, « Báo Cáo, le 16 avril 1946, signé de Nguyễn Bình », d. 5, c. 214, HCI, CAOM.

53. Traduction du document saisi : « Motif de la séance de réunion (convoquée par le commissaire militaire du Nam Bộ en vue de la création du Comité de commandement de la place le 20 mai 1947 à une base militaire "derrière" la ville de Saigon-Cholon, adresse de Nguyễn Bình) » in CSTFEO, EM/2B, n° 291/2, daté du 23 juillet 1947, d. 19, c. 10H534, SHAT.

du sabotage, quant à la nécessité d'utiliser la terreur comme arme de guerre. Ce texte mérite d'être cité *in extenso*, car il est rare que l'on puisse percer ce monde si secret et entendre les paroles de l'un de ses premiers architectes :

« Il est regrettable que la tactique de la terre brûlée n'ait pas été appliquée au début des hostilités. Dans l'histoire de la résistance du Nam Bộ, cela constitue une leçon, une douloureuse expérience. Appeler la population à ne pas collaborer, faire évacuer tous les organismes du gouvernement, sans les détruire, comme cela a été fait à Hanoi, est une erreur, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire. Le poste émetteur de Radio Saigon continue journalièrement sa contre-propagande. Appelant nos combattants des rebelles, le central électrique de Saigon éclaire toujours l'ennemi. L'arsenal, la FACI⁵⁴, continuent toujours à réparer les bateaux et les armes pour les troupes colonialistes françaises, qui tuent des milliers et des milliers de Vietnamiens. La Banque de l'Indochine continue à tenir en mains le sort économique de la Cochinchine. Si je vous rappelle un échec passé, c'est pour en tirer des enseignements. Quant aux activités de sabotage susceptibles d'entraver l'ennemi, il n'est pas encore trop tard d'en avoir, et il n'est pas non plus impossible de les faire. C'est pourquoi, juste au moment où les troupes françaises progressent, implacables, occupent province après province, la zone 7 a été obligée d'y envoyer des hommes "se faufiler" sur place, afin d'y consolider nos rangs. Après le combat de Tân Uy en janvier 1946, les *tự vệ thành*, les autodéfenses de la place [*sic*, ville], ou les divers *Ban cảm tử thành* [Comités des volontaires de la mort de la ville] ont été créés par le camarade Trần Phong, habilité par la zone 7 à cet effet. Puis viennent les comités de *quân chính* et les *Ban ám sát* [comités d'assassinat] Hùng Vương, Ký Công⁵⁵, Nguyễn Thái Học⁵⁶, etc. [...], l'explosion de la Pyrotechnie, l'exécution de Hữu Vỹ et du nommé Phát, conseiller de la Cochinchine. J'ai encore quitté le maquis, pour me glisser dans Saigon pendant cinq jours pour y organiser et unifier les *Ban ám sát* d'où la naissance des *Ban công tác* n^{os} 1, 2, 3, 4 ; le manque de cadres d'armement et surtout d'argent a fait que jusqu'à présent, leurs activités ne nous ont pas donné entière satisfaction. Messieurs, à présent, l'administration régionale est organisée, le comité Việt Minh de la place [de Saigon] est consolidé [...]. La police de la place a commencé énergiquement ses activités. Cependant, nous ne pouvons pas encore appeler Saigon un champ de bataille, pendant la résistance. La population, tout comme l'ennemi, n'y est pas découragée, saisie par l'angoisse malgré qu'il y ait journellement des explosions [...] paralyser leurs machines administratives. Aveuglez-les par le manque de lumière électrique. Rendez-les sourds par la suppression de Radio Saigon et du téléphone, rendez-les boiteux, paralysez leurs bateaux. Les résultats des filatures, des enquêtes, vous devez vous les communiquer. Vos armes, vous vous les prêtez, vous vous aidez mutuellement. Pour les finances, vous aurez là un organisme suprême, tout prêt à vous en pourvoir, pourvu que vos activités soient efficaces et portent des fruits, car vous pourrez en avoir besoin, au cours de vos filatures et poursuites, pour voyager en voiture, fréquenter les "salons de thé", les hôtels, acheter leur serviteurs, chauffeurs [...] *Nous*

54. Nous n'avons pas pu identifier cet acronyme.

55. Nom d'un ancien membre du VNQDĐ.

56. Nom du fondateur du VNQDĐ, exécuté par les Français en 1930 pour son organisation de l'attaque d'Yên Bái.

devons nous montrer que nous, nous sommes puissants. Que nous sommes résolu et tenaces. Nous avons bien soutenu la conférence de Dalat par la destruction de la Pyrotechnie et par les grands combats de Lac An. Pour la conférence de Fontainebleau, nous avons incendié des centaines de mille d'hectares d'hévéas. Nuit et jour, nous avons déclenché sur tous les fronts des attaques. »⁵⁷

Le terrorisme de Nguyễn Bình n'était pas forcément aveugle. Il devait être, aux yeux du Việt Minh, très bien pensé, organisé, exécuté et maîtrisé afin d'être véritablement efficace comme outil surtout politique. En juin 1947, une note de la Công An au sujet du profil des cibles nous donne une idée de la nature réfléchie de cette guerre urbaine. Et l'organisation des services de renseignements devait jouer un rôle primordial. Ce document précisait qu'il fallait

« détruire les centrales électriques, les dépôts d'essence, les PTT, services administratifs autonomistes, les biens des Français, les bases militaires, en un mot, tous les objets militaires ennemis, domaines agricoles, plantations d'hévéas, magasins à vivres, appartenant aussi bien aux Français qu'aux traîtres dans les villes. Le Service de renseignements est le seul qui ait le droit de former le service de sabotage. En dehors du Service de renseignements, la formation est interdite. La section a le droit d'exécuter tous les grands traîtres et les réactionnaires, les soldats français et les soldats autonomistes, etc. La section travaillera chaque fois qu'une condamnation est prononcée en accord avec le Comité exécutif et le service de gendarmerie [*Công an*] afin qu'il n'y ait aucune erreur de personne. Dans les endroits où l'*Ủy Ban Hành Chánh* [Comité administratif] et le *Công an* ne sont pas encore rétablis, la section d'assaut a le droit d'arrêter les traîtres et les pillards et de les envoyer au *Công an* après enquête sommaire. Toutefois, dans les circonstances exceptionnelles, riposte des rebelles, attaques des Français par exemple, la section a le droit de les exécuter sur place. Un rapport sera adressé par la suite au l'*Ủy Ban Hành Chánh* [Comité administratif] et au *Công an* pour compte rendu au commandement de zone. »⁵⁸

La violence aveugle pouvait nuire justement aux buts politiques visés⁵⁹. Elle existait chez le Việt Minh, mais elle était nécessaire pour des raisons politiques, diplomatiques et surtout pour gagner le soutien de la population à l'État. Par exemple, Phạm Hùng, le directeur de la *Công An* méridionale, déclara que « toute tentative d'oppression du peuple ou tout abus de droits vis-à-vis des fonctionnaires du gouvernement seront sévère-

57. « Motif de la séance de réunion », p. 3-4. Nous soulignons.

58. Traduction du document saisi : « Comité de résistance du Sud-Vietnam, Zone 9, RDVN, À M. le chef du service de renseignement de Cần Thơ, Réponse à votre lettre n° 5/PTS, Rôle du tỉnh báo, Service de renseignements, daté du 10 juin 1947, le commandant de la 9^e zone, Huỳnh Phan Hộ, et signé du chef de cabinet, Bùi Trung Thành, Bureau du service de renseignements, le 30 juin 1947 », in CSTFEO, EM/2B, n° 4192/2, Saigon, le 1^{er} octobre 1947, valeur : A/1, document, d. 22, c. 10H535, SHAT.

59. Nous n'étudions pas ici les atrocités commises par des Vietnamiens dans la cité Héraud à Saigon en septembre 1945, non pas parce que nous ne voulons pas, mais plutôt parce que nos recherches ne sont pas encore suffisamment avancées pour pouvoir déterminer s'il s'agissait d'une violence spontanée et certainement horrible ou une politique de terreur visant un but politique précis. On ne peut pas non plus détacher cette violence de la réoccupation par la force du Sud-Vietnam le 23 septembre par les Anglais et les Français.

ment sanctionnés »⁶⁰. D'ailleurs, une violence mal organisée et mal maîtrisée ne durerait pas longtemps face aux forces de sécurité et de renseignements françaises qui faisaient leur possible pour pénétrer et démanteler ces réseaux (et non sans succès...) ⁶¹. Et un État ou un mouvement nationaliste qui ne contrôle pas ses réseaux ou ses hommes « d'en bas » court le risque d'être débordé, affaibli ou pire sur les plans politique, militaire et diplomatique. La ligne donc est très fine entre semer la peur pour un but politique et perdre tout contrôle dans une spirale de violence contre-productive. Il fallait aussi que la terreur fût efficace, voire « rentable ». Cette guerre au Sud-Vietnam en est un bon exemple. Comme l'expliquait Phạm Hùng lui-même à l'époque :

« [L]es services de gendarmerie payent parfois trop cher leurs efforts. Les résultats ne sont pas satisfaisants et ne causent que des pertes très minimes à l'ennemi. Face aux coups de ce dernier, nous devons nous dépenser plus encore. Pour un volontaire de la mort qui tombe, un point important de la défense de l'ennemi, un chef français ou un *Viet Gian* [traître vietnamien], doivent succomber. Nous devons changer la tactique de guerre employée jusqu'alors. Notre attention doit se porter principalement sur les grands chefs tels que : ministres, chefs de provinces, chefs de régions, chefs de services, tels grands traîtres comme Trần Quang Vinh, Lê Kim Ty, etc., les politiciens qui suivent une politique colonialiste dans l'espoir d'occuper une haute fonction, les notables. [...] Agissons de telle sorte que tous les actes de sabotages sur les objectifs précités réussissent. Nous ne devons pas perdre notre temps ou risquer notre vie pour supprimer un partisan ou un soldat français. En portant de rudes coups aux organismes ennemis [,] nous gagnerons la confiance du peuple et terroriserons les profrançais. En conséquence, les troupes de gendarmerie de province devront organiser les troupes de gendarmerie de choc, comprenant des éléments patriotiques, ayant un esprit de sacrifice élevé. Ces troupes seront sous le contrôle du service de gendarmerie de province responsables vis-à-vis des autorités supérieures. »⁶²

Le fait qu'un dirigeant peu communiste ait pu dominer ces réseaux, au détriment des communistes, suggère aussi que l'emploi efficace de la terreur n'était pas forcément le domaine exclusif des communistes. Où Nguyễn Bình avait peaufiné ses connaissances de guerre, nous ne saurions dire d'une façon sûre à cette étape de nos recherches⁶³. Les sources que

60. Traduction du document : « Service de gendarmerie du Nam Bộ, n° 114/C. A. S., RDVN, Circulaire », daté du 15 février 1947, signé de Phạm Hùng, Le directeur du Service de gendarmerie du Nam Bộ, avec le cachet, d. 15, c. 10H532, SHAT.

61. Malheureusement, cet article se limite au côté vietnamien. Il est indispensable de comparer et analyser les interactions entre les deux côtés pour saisir la vraie complexité de cette guerre.

62. Traduction du document saisi : « Service de gendarmerie du Nam Bộ, n° 66/L, RDVN, Objet : Activités des services de gendarmerie, Ordre confidentiel 66/L aux formations militaires dans le but d'organiser et augmenter les efforts dans le sabotage, les destructions et les attentats, daté du 29 avril 1947, signé Phạm Hùng, le sous-directeur du Service de gendarmerie du Nam Bộ, avec Cachet, envoyé aux Services de gendarmerie de provinces et contrôle de gendarmerie, commissaire à l'intérieur du Comité exécutif du Nam Bộ pour information, commandants des zones 7, 8 et 9 avec prière d'avertir les *ban công tác* et les volontaires de la mort pour exécution », d. 16, c. 10H533, SHAT.

63. Selon Edward Lansdale, *In the Midst of War : An American's Mission to Southeast Asia*, New York, Harper & Row, 1972, p. 187-188, le général Nguyễn Bình avait reçu une formation militaire pendant la Seconde Guerre mondiale, grâce aux instructeurs japonais. Cela reste à vérifier.

nous avons pu consulter nous permettent cependant d'émettre, comme hypothèse provisoire, que la mainmise de Nguyễn Bình sur la guerre urbaine gênait fortement les communistes, en position minoritaire dans le Sud jusque dans les années 1950⁶⁴. Incapable de le contrôler directement, ils voyaient parfois d'un mauvais œil le pouvoir que ce dirigeant nationaliste exerçait au nom de l'État⁶⁵. L'organisation de ces BCT montre aussi à quel point cette guerre urbaine était reliée directement à la guerre menée à une échelle plus vaste sous la direction de Nguyễn Bình à partir de la zone VII. La guerre urbaine que Nguyễn Bình préparait en 1946 était une véritable stratégie.

Il serait révélateur de faire une sociologie des membres des BCT de Nguyễn Bình. Les sources que nous avons dépouillées jusqu'à maintenant ne nous permettent pas d'effectuer une telle étude. Plusieurs publications vietnamiennes révèlent néanmoins qu'un nombre important de partisans des BCT consistait en des ouvriers recrutés dans la ville et des syndicats. Les recherches de la Police spéciale de l'Est (française), chargée de Saigon-Cholon, confirment la place des ouvriers dans ces réseaux. À l'occasion d'une arrestation effectuée en mai 1946, la police française put dénombrer des ouvriers, des jeunes intellectuels nationalistes et même des mécaniciens de la ligne Saigon-Bien Hoa, parmi lesquels figurait un chef du comité de sabotage des chemins de fer qui recevait ses ordres directement de Nguyễn Bình. Cette arrestation permit de procéder à une quinzaine d'autres et d'intercepter des hommes et femmes, pour la plupart du Nord. L'un des principaux collaborateurs de Nguyễn Bình fut alors capturé ; il expliqua comment il était parvenu à recruter parmi les coolies à Saigon-Cholon⁶⁶.

Les sources vietnamiennes confirment que Nguyễn Bình recrutait un nombre important de nordistes pour opérer ses BCT⁶⁷. Il nous semble possible que la vague d'immigration tonkinoise vers le Sud d'avant-guerre ait pu lui faciliter la tâche. S'il convient de pousser les recherches plus avant, un faisceau suffisant de preuves tend à suggérer que Nguyễn Bình ciblait pour ses recrutements en priorité les émigrés du Nord qui travaillaient à Saigon-Cholon et dans les plantations de caoutchouc du Sud, appelés à grossir les rangs de ses *chi đội* de Saigon-Cholon, de ses équipes urbaines et peut-être même de ses états-majors. Dans les années 1920, un très jeune Nguyễn Bình avait roulé sa bosse en ville, parmi les marins, les dockers et les travailleurs. Vingt ans plus tard, sous sa direction, les opérations militaires et urbaines de la RDVN faisaient entendre un léger accent du Nord⁶⁸. Voici un autre exemple révélateur de cette guerre par d'autres moyens.

64. Il semble que la police (*Công an*) était éclipsée par les réseaux urbains de Nguyễn Bình.

65. Nous développons cette hypothèse dans notre réflexion : « A "popular" side of the Vietnamese army », *op. cit.*

66. Direction de la Police et de la Sûreté fédérales, n° 3189/SG bis, « Activités des organismes rebelles en Cochinchine », daté du 21 mai 1946, p. 1, c. 225, CP, CAOM.

67. Hồ Sĩ Thành, *Biệt động*, p. 28-29.

68. Interview avec Ngô Văn Quý, le 24 décembre 2000, Paris et notre « A "popular" side of the Vietnamese army », *op. cit.*

En 1946, année particulièrement difficile, l'homme de Hô dans le sud du pays réussit à y maintenir la présence de la RDVN, pourtant en position de grande faiblesse. Bien qu'il fût indépendant d'esprit, Binh demeura loyal envers la RDVN, alors qu'en ces durs mois, le gouvernement lui demandait à plusieurs reprises d'accepter un cessez-le-feu ou d'arrêter ses BCTs sur commande (ce qui ne fut certainement pas facile). Car, à Hanoi, la RDVN voulait trouver une solution diplomatique à l'impasse, tout en menant une guerre contrôlée dans le Sud. Au cours de négociations tendues avec plusieurs interlocuteurs français, Nguyễn Bình s'imposa clairement comme le représentant de la RDVN⁶⁹. Début avril, il approuva l'ordre du gouvernement de « suspendre provisoirement les hostilités en vue de continuer les pourparlers franco-vietnamiens ». Pour Binh, il s'agissait d'une concession de taille. Elle permettait à Hô de mesurer le pari qu'il avait fait en envoyant cet homme dans le Sud⁷⁰. « Ainsi Nguyễn Bình est l'âme de la résistance fondée sur les convictions tenaces, remarque la Direction de la police et de la sûreté fédérales, le gouvernement de Hanoi le sait et compte sur lui, malgré tous les désagréments que peuvent lui attirer son activité, souvent inopportune et ses initiatives personnelles. »⁷¹ La terreur non maîtrisée aurait été une catastrophe pour la RDVN en 1946. Que le gouvernement semble avoir réussi à contrôler cette guerre nous dévoile peut-être un aspect important de la nature de la guerre urbaine des Vietnamiens, à la différence d'autres mouvements qui allaient avoir du mal, justement, à faire entendre les ordres aux échelons inférieurs. Encore une fois, le moteur du communisme n'est pas suffisant pour expliquer l'efficacité de Nguyễn Bình, car ce dernier était tout sauf un vrai communiste⁷². C'étaient ses capacités personnelles d'organisation, ses connaissances des bas-fonds de Saigon-Cholon, son charisme et sa fidélité à la « cause nationaliste » qui le rendaient indispensable.

Cela dit, le PCI/RDVN était confronté à un dilemme. D'un côté, il fallait un homme fort, comme Nguyễn Bình, pour mener la guérilla dans le Sud. Mais il était nécessaire dans le même temps de déployer tous les efforts possibles pour maîtriser ce type de personnage, au caractère bien trempé et précisément indépendant. En effet, bien qu'il fût loyal envers la RDVN, dans certains cas, Nguyễn Bình mit un certain temps avant d'appliquer ses ordres. Il avait du mal à concilier les ordres diplomatiques et politiques que lui intimait sa hiérarchie avec la guerre impitoyable qu'il menait sur le terrain. L'explosion de la *Pyrotechnie* à Saigon le 8 avril 1946 était le fait d'une de ses équipes spéciales, comme nous l'avons vu, mais il

69. « Compte rendu d'une mission chez un chef rebelle, Nguyễn Bình, chef de la 7^e zone », in Annexes, le 2 avril 1946, signé par le capitaine Saoutic, d. 1, c. 10H602, SHAT.

70. Traduction du document saisi : « RDVN, Armée de Défense nationale de la 7^e Zone, n° 494/JIB, Ordre, daté du 1^{er} avril 1946, 17 h 00, p.o. signé de Võ Bá Nhạc », d. 1, c. 10H602, SHAT.

71. « Note sur "Nguyễn Bình" », p. 1.

72. Fait reconnu à l'époque par plusieurs officiers du Deuxième Bureau (Sud-Vietnam) et d'observateurs comme Lucien Bodard.

serait très intéressant de savoir si cette opération avait été véritablement approuvée par les autorités gouvernementales en raison des négociations franco-vietnamiennes à Hanoi⁷³. Ce n'est pas sûr...

En tout cas, à la fin de l'année 1946, lorsque des incidents survinrent dans sa ville natale d'Haiphong, il fut bien plus difficile à Nguyễn Bình de se contenir. Il ne faisait guère confiance aux Français, pas plus qu'il ne croyait qu'une solution diplomatique pouvait régler le problème. Par une série de télégrammes, il prévint Võ Nguyên Giáp qu'il convenait de se préparer au pire et de se mettre à préparer une attaque contre les Français avant qu'il ne fût trop tard. Il prônait la politique de la terre brûlée, et recommandait les opérations violentes, la guérilla urbaine. Il était essentiel de faire en sorte que les Français s'enlisent au Sud pour les empêcher de conquérir le Nord. Il prépara une offensive au Sud et planifia d'attaquer Saigon-Cholon de manière souterraine. À cette fin, il commanda de la dynamite, des grenades, de l'acide, etc.⁷⁴. Dans un télégramme envoyé à Giap après les hostilités survenues à Haiphong, Binh avertit son homologue comme suit :

« Sainteny comme Lami, ces envahisseurs comptent s'emparer de Haiphong. Ils attendent un renfort de troupes. Dans le télégramme officiel parlant de l'expérience d'une année de résistance, j'avais prévu ce qu'arrive aujourd'hui et je vous ai proposé de tout détruire s'il le fallait sans laisser debout une seule maison en maçonnerie, ainsi que l'usine des eaux et d'électricité. Les services seront transférés dans les villages. Le long des côtes, il faut construire des batteries pour tirer contre les bâtiments de guerre et d'autres pour la défense contre les avions. Il faut créer des abris et des centres de résistance. Quand nous serons vainqueurs, nous reconstruirons. Faites connaître si la lutte continue encore à Haiphong et Lang Son. Si oui, accordez-moi l'autorisation de commencer l'offensive. Répondez d'urgence à l'État-major. »⁷⁵

Lorsque s'enclenchèrent les hostilités au Nord-Vietnam fin 1946, Binh déclencha ses équipes dans le Sud⁷⁶. Il envoya ses commandos de sabotage et de terreur à Saigon-Cholon⁷⁷. Encore une fois, la guerre urbaine fut une arme militaire à employer dans une stratégie politique et militaire plus large.

73. Document du Service de la Sûreté, Sub-Division I, n° 3687, « BR n° 293/A, "Saisie de documents émanant de Nguyễn Bình" » et TFEQ, Prévôté du Quartier général, n° 535, « Procès-verbal sur l'explosion de la Pyrotechnie », audition de [x et y, noms effacés par CEG], le 11 mai 1946, d. 1, c. 10H602, SHAT.

74. Nous nous appuyons sur des dizaines de télégrammes, *in* d. Renseignements Việt Minh, c. 10H602, SHAT.

75. Traduction du télégramme intercepté et décrypté : « Atmosphère de l'État-major de Nguyễn Bình », daté du 14 avril 1946, d. 1, c. 10H602, SHAT.

76. Traduction de documents saisis, d. 1947, c. 379, SPCE, CAOM.

77. Traduction du document saisi : « Ordre dactylographié de Nguyễn Bình aux divers chi đội aux divers groupes », signé de Nguyễn Bình, daté du 17 décembre 1946, entre autres, *in* d. 1947, c. 379, SPCE, CAOM.

*Entre l'État colonial et l'État nationaliste :
la guerre entre Vietnamiens*

Si les actions de Nguyễn Bình avaient permis de sauver l'unité militaire au cours de la rude année 1946, l'année suivante la cohésion étatique et militaire dans le Sud commença à se fissurer gravement. Les relations avec les groupements religieux, les Hòa Hảo et les Cao Đài, n'avaient jamais été aisées⁷⁸. Bien qu'il soit impossible de traiter ici cette question dans toute sa complexité, on peut néanmoins citer la combinaison de facteurs qui a suscité cette crise et donner un aperçu général sur la guerre civile qu'elle allait déclencher. D'abord, suite au déclenchement de la guerre dans tout le Vietnam à la fin de l'année 1946, les Français redoublèrent d'efforts pour convaincre, rallier à leur cause, voire tout simplement acheter les sectes qui soutenaient d'une façon ou d'une autre la RDVN depuis fin 1945. Le caractère extrêmement hétéroclite des groupes religieux et des Bình Xuyên les conduisit à se déliter, sous l'effet de dissensions internes accentuées par les offres d'ouvertures françaises. Les méthodes dures de Nguyễn Bình, particulièrement lorsqu'il soupçonnait l'existence d'une collaboration avec les Français, n'ont guère contribué à maintenir ces groupes aux côtés de la RDVN.

Affaibli par le transfert du Corps expéditionnaire dans le Tonkin, le Deuxième Bureau français chargé du Sud mit en œuvre une politique complexe destinée à rallier les Hòa Hảo et les Cao Đài afin d'affaiblir la présence étatique de la RDVN dans le Sud et combattre l'armée Việt Minh par différents biais politico-militaires. Le 8 janvier 1947, Phạm Công Tắc, dirigeant des Cao Đài, signa une convention militaire avec le général Nyo qui prévoyait que les Français devaient céder la défense de Tây Ninh à 4 500 Cao Đài, épaulés par une aide militaire française⁷⁹. Le fait d'être suspecté de collaboration avec les Français suffisait à susciter la colère de Nguyễn Bình. Le 24 janvier 1947, il créa une force d'assaut spéciale pour traquer les Cao Đài « profrançais ». En mai 1947, la guerre civile battait son plein dans le Sud entre les Cao Đài et le Việt Minh, alors que le Deuxième Bureau manœuvrait habilement dans les coulisses⁸⁰. Des massacres firent des victimes des deux côtés. La violence des ripostes menées par Nguyễn Bình conduisit nombre de Cao Đài à retourner davantage dans les zones françaises ou à s'opposer désormais à la RDVN par la force des armes. Pour la première fois dans le Sud, des batailles opposèrent les deux côtés vietnamiens. La zone VII envoya des troupes à l'Ouest pour pallier les défections et opposition des sectes⁸¹. Le 26 mai, Nguyễn Bình

78. Voir Pascal Bourdeaux, « Le mouvement Hòa Hảo (1920-1955) », Paris, DEA, EPHE, IV^e section, 1998.

79. Yves Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, 1992, 2^e éd., p. 180.

80. Il est difficile à croire que la Sûreté fédérale fut étrangère à ces opérations. À notre connaissance, il n'existe aucune étude du rôle des services de renseignements français dans les ralliements des Cao Đài, Hòa Hảo et Bình Xuyên. C'est fort dommage.

81. *Lịch sử bộ tham mưu quân khu 7 miền đông Nam Bộ*, p. 40-43.

ordonna à ses troupes d'attaquer les Cao Đài de Tây Ninh, parce qu'ils collaboraient avec les Français⁸².

Dans le Sud-Ouest, des affrontements similaires eurent lieu avec les Hòa Hảo dans les provinces stratégiques de Long Xuyên, Cần Thơ, Châu Đốc et Sa Đéc. Nguyễn Bình suspectait plusieurs de ses dirigeants, tels Nam Lửa (Trần Văn Soái), Ba Cụt (Lê Quang Vinh) et Nguyễn Giác Ngộ d'entretenir des relations avec le Deuxième Bureau. Le Việt Minh les soupçonnait d'être armés par les Français et d'être sur le point d'engager une bataille contre lui à partir du Sud-Ouest⁸³. Nam Lửa, qui demandait l'aide des Français, signa un accord avec ces derniers le 18 mai : les Hòa Hảo se retournèrent contre la RDVN, avec l'aide des Français⁸⁴. Nguyễn Bình fut particulièrement outragé par le comportement du dirigeant de cette secte, Huỳnh Phú Sổ. Bình le tenait pour responsable de la violence et de la connivence qu'il entretenait avec les Français dans la lutte contre le *Vệ Quốc Đoàn*. Dès avril 1947, il avait donné des instructions pour arrêter ce chef spirituel, le traduire en justice devant un tribunal militaire et punir sévèrement ses complices⁸⁵. Le Việt Minh du Sud l'exécuta. À partir de mai 1947, les Hòa Hảo et Cao Đài quittèrent la coalition gouvernementale. Les Bình Xuyên quant à eux restèrent sur leurs positions. Leur neutralité en 1947 permit à la RDVN d'échapper à une guerre civile totale dans le Sud.

Nguyễn Bình n'était pas le seul à engager la RDVN dans cette guerre civile. À côté des forces militaires, les forces de police dans le Sud étaient également impliquées dans les opérations de répression. Au début du mois de février 1947, Phạm Hùng appela très clairement à l'exécution des « réactionnaires » Cao Đài, en rupture avec la RDVN⁸⁶. Qui plus est, la décision d'exécuter Huỳnh Phú Sổ fut approuvée par le Comité exécutif de la résistance du Sud. Une réunion extraordinaire du 25 avril « a prononcé la condamnation à mort de Huỳnh Phú Sổ, auparavant délégué spécial dans le Comité exécutif du Nam Bộ, pour crime de trahison envers la patrie, pour avoir fomenté et dirigé la guerre civile dans l'ouest à une période où toutes les énergies du peuple doivent être rassemblées en vue de la résistance »⁸⁷.

Si Bình avait focalisé sa haine contre les Français en 1946, en 1947,

82. Traduction du document saisi : « Troupes pour la Défense nationale du Viet Nam, Comité militaire du Nam Bộ, n° 313/TS, Circulaire, daté du 26 mai 1947, signé de Nguyễn Bình, Commissaire militaire du Sud, d. 1947 », c. 379, SPCE, CAOM.

83. *Quần khu 9 : 30 năm kháng chiến (1945-1975)*, Hanoi, Nhà Xuất Bản Quân Đội Nhân Dân, 1996, p. 79-81.

84. Gras, *La guerre d'Indochine*, p. 180.

85. Traduction du document saisi : « Proclamation du Comité exécutif du Nam Bộ, daté du 20 avril 1947, signé par le Comité exécutif du Nam Bộ », in d. 16, c. 10H533, SHAT.

86. Traduction du document saisi : « Service de Gendarmerie du Nam Bộ, n° 120/CAS, RDVN, signé de Phạm Hùng, Directeur de Service de gendarmerie du Nam Bộ, daté du 10 février 1947 », in d. 16, c. 10H533, SHAT.

87. Traduction du document saisi : « Comité exécutif du Nam Bộ, Comité de propagande de la région Saigon-Cholon, n° 230, signé de Hoàng Minh Hai, daté du 5 mai 1947, contresigné par le vice-président du Comité exécutif de Saigon-Cholon », d. 18, c. 10H533, SHAT.

celle-ci se retourna essentiellement contre les Vietnamiens qui avaient « trahi leur Nation ». Il ne voulait pas voir cependant que ses méthodes expéditives n'avaient fait que renforcer ses adversaires dans leur choix de ralliement. En mai 1947, Nguyễn Bình mit en garde les « traîtres » vietnamiens, sans mâcher ses mots :

« En mon titre de Commissaire aux armées du Nam Bộ, je vous appelle à sortir de votre sommeil et à ne plus vous laisser entraîner par les colonialistes français. Si vous ne m'obéissez pas, que vous continuez toujours à prendre les armes que vous donnent les Français pour tirer sur vos compatriotes, alors, je jure devant l'autel de la patrie, devant les âmes de combattants tués au front et devant celles de nos héros ancestraux, de vous considérer tous comme *Viet gian* et de vous supprimer jusqu'au dernier individu. Car l'existence des imbéciles, des lâches, sur cette terre, est un encombrement pour elle. Ceux-ci ne sont d'aucune utilité pour leur patrie. »⁸⁸

En plus des Hòa Hảo et des Cao Đài, le Việt Minh ordonna la dissolution de divers partis nationalistes dont il craignait l'opposition ou la « trahison ». Le Đại Việt et le VNQDD furent étroitement surveillés. Ces partis furent interdits par des décrets de la RDVN⁸⁹.

Le groupe des Bình Xuyên s'était maintenu éloigné du bain de sang qui avait touché les nationalistes en 1947. Cela dit, ses membres, en particulier Mười Trí, craignaient d'être les prochaines cibles sur la liste de Nguyễn Bình⁹⁰. En 1947, Mười Trí avait tenté de convaincre Lê Văn Viễn, dirigeant des Bình Xuyên, de rompre avec Nguyễn Bình. Lê Văn Viễn déclina la proposition⁹¹. Mais ce dernier eut certainement sa part de conflits avec Nguyễn Bình. En juillet 1947, Viễn expliqua à un compagnon nationaliste menacé par Bình : « Faites attention. Soyez prudent, n'allez [n'agissez, *sic*] pas à la légère, car la bande de Nguyễn Bình cherche tous les moyens pour vous supprimer. J'espère qu'au jour de la victoire, je serai à vos côtés et qu'en présence du peuple, vous lui expliquerez les brutalités de ces communistes. »⁹² Concentré dans la région stratégique du Rừng Sát, la partie orientale du Nam Bộ, Nguyễn Bình avait évité la défection de Lê Văn Viễn en 1947 en le nommant vice-commandant de la zone VII et en le faisant participer à l'état-major comme commandant supérieur.

88. Traduction du document : « Avertissement de Nguyễn Bình aux Hòa Hảo et aux Cao Đài, daté du 15 mai 1947, signé de Nguyễn Bình, Commissaire aux Armées du Nam Bộ », d. 16, c. 10H533, SHAT.

89. Traduction du document saisi : « Décret de dissolution du Parti Việt Nam Dân Chủ Xã Hội, circulaire n° 197-TV, daté du 18 mai 1947, signé par Phạm Ngọc Thuận et envoyé à Nguyễn Bình », d. 16, c. 10H533, SHAT ; « Circulaire n° 320-TS, Cabinet de travail, date du 6 mai 1947, signé de Nguyễn Bình », d. 16, c. 10H533, SHAT ; et SESAG, n° 13809, Saigon, le 19 juin 1947, « Circulaire de Nguyễn Bình dénonçant le danger croissant par le Parti ĐVQDD [Đại Việt Quốc Dân Đảng] et indiquant les mesures à prendre à ce sujet », d. VI-VNQQDD, c. 10H4199, SHAT.

90. Service de la Sûreté, Contrôle fédéral des recherches, « Note n° 1093/CFE », daté du 8 mai 1947, signé de Bazin, d. 1946, c. 379, SPCE, CAOM.

91. Service de la Sûreté, PSE, « Note n° 1223/PSE », 27 May 1947, d. 1947, signé Lavail, c. 379, SPCE, CAOM.

92. Traduction du document saisi : « Lettre adressée par Bảy Viễn à Maurice Thiệu », signé de Viễn, daté du 21 juillet 1947, d. 19, c. 10H534, SHAT.

Bien entendu, le Deuxième Bureau voulut rallier à sa cause ce dernier groupe d'importance et ses forces armées. Le contexte politique était d'autant plus favorable que les Français commençaient à considérer bien plus sérieusement qu'autrefois la solution Bảo Đại, ce qui provoqua un changement plus hostile envers l'ex-empereur dans la politique de la RDVN vers juillet 1947. En mars et avril 1948, d'importantes discussions entre Bảo Đại et les Français eurent lieu, centrées sur la question de la formation d'un gouvernement indépendant. Le 5 juin, Emile Bollaert et Nguyễn Văn Sâm signèrent un accord par lequel les Français reconnaissaient l'indépendance du Vietnam. Bảo Đại le contresigna. Entre temps, les Français multiplièrent leurs offres en direction des Bình Xuyên. Ils promirent notamment à ses membres de pouvoir retrouver leurs anciens terrains de chasse à Cholon en échange de leur ralliement à ce nouvel État contre-révolutionnaire en voie de développement.

La rupture entre le Việt Minh et les Bình Xuyên était presque inévitable. La cohésion interne des Bình Xuyên n'était guère solide et Nguyễn Bình faisait preuve d'intransigeance. Ce dernier craignait que, sous la pression des Français, les troupes de Lê Văn Viễn ne se retournent contre lui. Lê Văn Viễn, quant à lui, redoutait que Bình ne l'attaque pour avoir négocié avec les Français. Aucun des deux n'avait tort et la confiance manquait cruellement de part et d'autre. Nguyễn Bình ne pouvait plus tolérer l'existence d'une force armée puissante et indépendante, qui échappait à son contrôle de représentant officiel de la RDVN. La détérioration de la situation militaire, sans parler de la proportion à l'action indépendante de Bình, l'empêchait de se démettre de sa charge. Le Deuxième Bureau, de son côté, redoublait ses efforts pour rallier ce groupement militaire le plus rapidement possible. Si les circonstances exactes de la rupture demeurent encore nébuleuses, au milieu de l'année 1948, la guerre civile éclata de nouveau. Bảy Viễn fut coupé de ses bases, si bien que les forces de Nguyễn Bình pouvaient attaquer les principales unités Bình Xuyên. Le 24 mai 1948, à 4 heures du matin, Nguyễn Bình arrêta les « réactionnaires » et ceux qui travaillaient comme « agents » du Deuxième Bureau⁹³. La purge prit fin le 31 mai 1948. Lê Văn Viễn, qui s'en était sorti sain et sauf, rallia le camp français avec environ 500 hommes. Ce qui restait des forces Bình Xuyên dans les campagnes fut intégré au Việt Minh. Les autres rejoignirent le gouvernement représenté par Bảo Đại. Dans une déclaration cinglante, Lê Văn Viễn dénonça avec une extrême vigueur les attaques violentes de Nguyễn Bình⁹⁴. De manière plus révélatrice, il annonça qu'il plaçait ses troupes sous l'égide de l'État de Bảo Đại : « Levons-nous pour résister énergiquement contre la bande de Nguyễn Bình, communiste et dictateur. Nous reconnaissons le gouvernement central du Vietnam. Nous accordons notre confiance absolue à Sa Majesté

93. *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định*, p. 175-178, n. 1, p. 177, et *Lịch sử bộ tham mưu quân khu 7 miền đông Nam Bộ*, p. 60.

94. Lê Văn Viễn, « Trở về lẽ phải », *Tiếng Dân thôn quê* (le 28 juin 1948), p. 1.

l'Empereur Bảo Đại pour guider notre pays, dans le cadre de l'Union française, vers l'indépendance et l'unité, en vue de ramener la liberté et le bonheur. »⁹⁵ La guerre dans le Sud-Vietnam était, à beaucoup des égards, plus complexe qu'ailleurs dans le pays.

On ne connaît malheureusement pas l'appréciation réelle du gouvernement central de la RDVN sur ces événements. Si des critiques furent émises à l'égard du leader militaire du Sud, Nguyễn Bình, elles furent balancées par la décision de Hồ Chí Minh de nommer Nguyễn Bình général de division en janvier 1948, ce qui le plaçait en deuxième position juste derrière Võ Nguyên Giáp, mais devant Nguyễn Sơn, au sein de l'armée vietnamienne⁹⁶. Si l'on dit depuis longtemps que Nguyễn Bình était critiqué au sein du PCI, cette nomination ne semble pas le confirmer. Le Parti, du moins dans le Nord, était apparemment très satisfait de ses résultats depuis 1945.

Nguyễn Bình et l'échec de la guerre classique dans le Sud

La dissolution des Bình Xuyên permit à Nguyễn Bình de consolider le contrôle de la RDVN sur toutes les forces armées du Sud. Il n'y aurait plus désormais d'« États dans l'État » ni d'« armées indépendantes » vietnamiennes outre celle de la RDVN, situation que Bình dénonçait depuis 1947. À partir de la fin 1948, il put également consolider sa mainmise sur les forces armées dans le Sud. Il commença par créer une douzaine de bataillons organisés en régiments censés constituer la base de ses principales forces. Chaque bataillon disposait d'un état-major, d'officiers aguerris et d'un entraînement tactique. En octobre 1948, le Haut Commandement du Nam Bộ (*Bộ Tư Lệnh Nam Bộ*) fut mis sur pied, remplaçant le Comité militaire (*Ban Quân Sự*), constitué par PCI. Nguyễn Bình fut nommé commandant en chef, chargé de l'état-major du Haut Commandement pour tout le Sud. Au même moment, Bình remania ses BCT à Saigon-Cholon, ils avaient pour mission de poursuivre la guérilla urbaine à Saigon-Cholon. Au milieu de l'année 1948, trois nouvelles unités de subversion étaient opérationnelles à Saigon-Cholon : la 18^e, la 19^e et la 20^e. À partir de l'année 1949, les affaires militaires du Sud étaient entre les mains de Nguyễn Bình.

Jusqu'alors, les Français n'avaient jamais pu infliger de réels dommages aux troupes du Sud. Si le Corps expéditionnaire était tout à fait supérieur sur le plan technologique et militaire, il ne pouvait être partout au Vietnam au même moment et le Việt Minh n'allait pas engager une bataille au sens classique du terme, du moins, pas encore. Qui plus est, dispersées

95. *Le Journal de Saigon*, n° 824 (le 19 juin 1948), p. 1.

96. Traduction d'un article de la revue *Tiếng Đáo* (le 19 août 1948), in Sûreté fédérale en Cochinchine, PSE, n° 332/PSE-S, daté du 22 septembre 1948, d. 1948, c. 379, SPCE, CAOM et traduction du télégramme intercepté et décrypté : « Décret n° 115/SL du gouvernement de Hồ Chí Minh, signé par Hồ Chí Minh », in CFTEO, EM/2B, n° 3236/2, source : STR, Hanoi, valeur : A/1, daté du 30 octobre 1948, d. 1948, c. 379, SPCE, CAOM.

partout en Indochine, engagées au sein de l'OTAN, les forces françaises n'étaient pas suffisamment puissantes pour écraser la résistance. La zone VII, centre nerveux du Viêt Minh en zone méridionale, resta longtemps inoccupée. Un changement commença pourtant à se dessiner fin 1948, lorsque les Français changèrent de tactique et mirent en place un blocus sévère contre l'économie de la résistance et la région du Transbasac, riche en riz qui nourrissait la zone VII. Au milieu de l'année 1949, cette dernière région se trouva au bord de la famine, sous le coup de la chute de ses importations de riz et de son isolement croissant d'avec le Centre et le Sud du Vietnam⁹⁷.

Cette période coïncidait avec la tentative de Nguyễn Bình en 1949 de mobiliser ses forces particulièrement entraînées pour lutter sur un nouveau front, plus classique, contre les Français. En mai 1949, en raison du blocus économique ou suivant un ordre qui lui avait été donné par le Nord (ce n'est pas encore attesté), Nguyễn Bình commença à engager une offensive dans le Nam Bộ. Fin 1949, la « guerre de mouvement », troisième phase censée couronner la « Contre-offensive générale » émergée, parallèlement à la guérilla et au terrorisme urbain à Saigon-Cholon. Cette décision était liée à une réorientation plus large de l'armée vietnamienne, qui, selon nous, était directement consécutive de la victoire des communistes chinois en 1949. Dans les zones IV et V du centre du Vietnam, plus de vingt bataillons étaient d'ores et déjà en place. Dans la zone IV, en décembre 1949, Nguyễn Sơn déclencha de violentes attaques contre Đồng Hới, qui échouèrent de très peu. Il est difficile de croire que les nouvelles activités de Bình étaient sans liens avec ces changements stratégiques en œuvre plus au Nord.

En tout cas, Nguyễn Bình se consacra à la consolidation de quatre principaux régiments : le régiment Đồng Nai, le régiment Đồng Tháp, le régiment Cửu Long et le régiment Tây Ninh⁹⁸. Au total, en janvier 1950, Nguyễn Bình avait formé un ensemble impressionnant de 15 bataillons, qui pouvaient opérer sur d'importantes distances et agir de manière coordonnée. Les événements évoluèrent remarquablement, de telle sorte que fin 1949 et début 1950 le général Nguyễn Bình lança ses bataillons à l'assaut des postes français. Pour la première fois, Nguyễn Bình cherchait à engager la bataille avec le corps expéditionnaire français. Comme Yves Gras l'a très bien fait remarquer, ou bien Nguyễn Bình avait senti que la zone VII était proche de la famine, ou bien il avait reçu un ordre précis d'en haut pour passer à l'attaque afin d'ouvrir la voie à la contre-offensive (le PCC arriva au pouvoir le 1^{er} octobre 1949 et ses troupes avaient traversé le Yangtzi en avril de la même année). Il est également possible qu'il ait

97. Traductions des documents vietnamiens, *in c.* 10H5919, SHAT, accréditant clairement cette thèse.

98. Gras, *La guerre d'Indochine*, p. 393, n. 1. L'organisation était la suivante : le régiment Đồng Nai (constitué des bataillons 301, 302, 303 et 304), le régiment Đồng Tháp (bataillons 307, 309 et 311), le régiment Cửu Long (bataillons 308, 310 et 312) et le régiment Tây Ninh (bataillons 402, 404 et 406).

reçu l'ordre d'organiser d'importantes manœuvres de diversion dans le Sud afin de détourner l'attention des Français des préparatifs de Võ Nguyên Giáp visant à ouvrir une voie vers le sud de la Chine grâce à la bataille de Lê Hồng Phong I au début de l'année 1950. En tout cas, de décembre à avril 1950, Nguyễn Bình lança, dans le Sud, des attaques sans précédent. On ne parlait plus de la simple « guérilla ». Selon Yves Gras, pour la première fois, les Vietnamiens ne refusaient pas le combat. Au contraire, ils cherchaient à le provoquer⁹⁹. Nguyễn Bình lança des attaques dans les parties sud-ouest et ouest du Nam Bộ. Dans les mois qui suivirent, il multiplia ces offensives. Au début du mois d'avril, on assista à une véritable bataille lorsque 3 000 soldats vietnamiens attaquèrent des forces franco-vietnamiennes à Sóc Trăng et Sa Đéc. Mais, malgré un courage impressionnant, ses forces furent sévèrement battues. Fin septembre 1950, apparemment dans le but de détourner l'attention de la bataille de Cao Bằng, Bình lança d'importantes attaques à Trà Vinh et Tri Tôn. Une fois de plus, le général Chanson le vainquit.

En réalité, Chanson écrasa les régiments de Nguyễn Bình et infligea à ce général vietnamien le plus cinglant revers de sa vie, selon nous. Nguyễn Bình avait lancé ses meilleurs bataillons contre le Corps expéditionnaire, contre des postes solidement fortifiés, protégés par des forces navales et aériennes. Et pourtant, les forces de Bình ne disposaient pas d'armes antiaériennes, d'armes lourdes ni d'artillerie véritablement mobile. Il était certes courageux de mener l'attaque par vagues d'hommes successives, mais une telle stratégie était extrêmement coûteuse en vies humaines, étant donné l'avantage dont bénéficiaient les Français en matière de forces aériennes, d'artillerie et la difficulté à laquelle est confrontée n'importe quelle armée lorsqu'elle doit faire face à des postes fortifiés. Néanmoins, cette transition, même manquée, souligne de nouveau la spécificité de cette guerre pour le Sud menée par le général Nguyễn Bình.

En guise de conclusion

La nature de la guerre dans le Sud-Vietnam entre 1945 et 1951 mérite beaucoup plus de recherches. Dans cet article, nous avons seulement essayé de mettre en relief quelques-uns de ses traits majeurs : à savoir le rôle de Nguyễn Bình, la mise en place d'une guérilla et d'une armée sudiste, la transformation des *chi đội* en corps de bataille plus classiques, l'usage d'autres moyens de guerre, surtout la guerre urbaine et la terreur, enfin la scission entre la RDVN et les sectes coincées entre divers projets étatiques.

Nguyễn Bình fut rappelé au Nord-Vietnam. Il partit en 1951 mais n'arriva jamais. Il fut tué lors d'embuscade au Cambodge en sep-

99. Gras, *La guerre d'Indochine*, p. 291.

tembre 1951. Des journalistes comme Lucien Bodard et même des officiers de renseignements français verront dans sa chute la victoire de la mainmise du Parti sur un « vrai nationaliste ». En réalité, bien qu'il ait eu des ennemis chez les communistes du Sud, Nguyễn Bình a été limogé avant tout parce que ses défaites militaires face aux Français en 1950 ont coûté très cher à la RDVN méridionale en termes militaires et qu'elle a perdu une grande partie de sa présence étatique dans cette région¹⁰⁰. À partir de ce moment, les Français vont pouvoir consolider leur contrôle territorial et faire baisser la guerre urbaine à Saigon-Cholon. En même temps, après la victoire de l'armée de Mao Zedong et la reconnaissance de la RDVN par la Chine et l'Union soviétique, le PCI va augmenter son contrôle sur l'État, l'administration et l'armée dans le Sud-Vietnam, ce qui n'avait pas été le cas avant 1950. La guerre ne s'est pas déroulée d'une façon uniforme au Vietnam. Et le Sud en donne un très bon exemple.

Christopher E. GOSCHA,
Université de Lyon II.

100. À ce sujet, voir notre « A “popular” side of the Vietnamese », ainsi qu'une étude du 2^e Bureau très perspicace : Commandement en chef des Forces terrestres aériennes et navales en Indochine, EMIFT, EM/2B, SI, « Pourquoi Nguyễn-Bình a perdu la confiance : Principes de bases de la lutte V. M. en Cochinchine », le 5 juin 1952, c. C2131, Service historique de l'armée de l'Air.